

Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 02, N° 03 • Octobre 2011

Édition régionale

10 000 exemplaires gratuits
en **Abitibi-Témiscamingue** et
Distribution exclusive aux abonnés

DOSSIER: Forum régional sur l'entrepreneuriat collectif - p. 6-7
Démocratisation de l'économie • Développement solidaire des communautés •
Identité régionale • Liens avec d'autres

ÉCONOMIE - Coopérative de travailleurs actionnaire (CTA) de l'usine de LVL de Ville-Marie Comme une grande famille

La gestion collective et démocratique, plus rentable qu'une multinationale? L'entreprise LVL Global, dont les employés sont en partie actionnaires par le biais d'une CTA, a racheté et redémarré l'usine de fabrication de composantes de placages de bois lamellés (LVL) située à Ville-Marie. Jugée non-rentable par la multinationale Temlam qui l'avait fermée en 2008, l'usine semble aujourd'hui sur la bonne voie, malgré les difficultés que représente le marché actuel.



Les installations de Ville-Marie ont été fermées entre 2008 et 2010. Une cinquantaine de membres travailleurs ont retrouvé leur emploi avec la fondation de la Coopérative de travailleurs actionnaire, qui a permis la relance de l'usine sous le nom de LVL Global.

Photo: LVL Global

Pascale Charlebois

Bien que l'usine doive sporadiquement fermer ses portes pour des périodes indéterminées, son directeur général, Jean-Guy Côté, se montre optimiste devant la nouvelle tangente prise par l'entreprise, qu'il dirigeait aussi sous le nom de Temlam : « Le marché n'est pas facile. Lorsque les inventaires deviennent trop gros, on ferme pendant trois semaines, un mois. C'est ce que nous ferons tant et aussi longtemps que le marché ne sera pas redevenu comme avant. Mais l'entreprise

reste viable. Nous sommes en communication constante avec les employés et, même si ça ne fait pas toujours l'affaire de tous, la fermeture temporaire est bien comprise. Ils voient comme nous l'inventaire grossir. »

SUITE EN PAGE 5
LVL Global

SOCIÉTÉ - Coopérative L'Empreinte de vie

Empreinte sur l'Abitibi-Témiscamingue



Un volet conciliation travail et famille est offert par les cinq travailleuses, qui mettent l'accent sur l'importance de la proximité d'un jeune enfant avec ses parents. D'ailleurs, la coopérative encourage ses employées à venir travailler avec leur nouveau-né.

Photo: N.Falcimaigne

L'économie est florissante grâce à l'essor minier. Le taux de chômage est bas. Des gens de l'extérieur viennent s'installer dans la région et les familles s'agrandissent. L'Abitibi-Témiscamingue fait face à un boom de naissances. Les besoins sont présents, mais pas toujours comblés. Empreinte de Vie a donc vu le jour grâce à cinq mamans et travailleuses autonomes. Le but de cette coopérative : être une ressource pour les nouveaux parents dans la région.

Vanessa Hébert

Passant de sa boutique à ses cours de périnatalité, l'entreprise a une clientèle qui s'étend surtout de 20 à 40 ans. Certains projets de santé communautaire sont réalisés

SUITE EN PAGE 12
Empreinte



**LA PRESSE
COOPÉRATIVE
EN TOURNÉE**



2012 Année
internationale des
coopératives

Le journal

Ensemble

est en tournée dans les
régions du Québec. Les
abonnés reçoivent
toutes les éditions
papier régionales.

**Réservez votre place aux
premières loges!**

Abonnement en ligne:
coop.journalensemble.coop

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop



Le journal Ensemble publie régulièrement de l'information en ligne. Reportages, photos et vidéos exclusifs sur la coopération, les régions et les grands enjeux de société.

www.journalensemble.coop

Suivez nous...



1141009-11

1151009-11



« Réalisons plus ensemble », en Abitibi-Ouest

Le 1^{er} janvier 2012, les membres des quatre Caisses Desjardins de La Sarre, Royal-Roussillon, Nord du Lac-Abitibi et Sud de l'Abitibi-Ouest, retrouveront leur caisse là où elle était lors de leur dernière visite. Leur caisse portera toutefois un nouveau nom : la Caisse Desjardins de l'Abitibi-Ouest. En se regroupant, les 21 000 membres deviennent propriétaires d'une coopérative financière qui gèrera un volume d'affaires de plus de 1 milliard \$ et dont l'actif dépasse les 400 millions \$.



Gaétan Pelletier et Marco Boucher, président et directeur général de la Caisse Desjardins de La Sarre, Geneviève Roy et Jean Bergeron, directrice générale et président de la Caisse populaire Desjardins du Nord du Lac-Abitibi, Chantal Parent et Guy Fortin, directrice générale et président de la Caisse populaire Desjardins du Sud de l'Abitibi-Ouest, Lina Lafrenière et Fernand Major, directrice générale et président de la Caisse Desjardins de Royal-Roussillon.

Photo: Caisse de La Sarre

Julie Vendette

C'est à l'été 2010 que les présidents et directeurs se sont rencontrés pour discuter de l'idée de la fusion. Selon Guy Fortin, alors président de la Caisse du Sud de l'Abitibi-Ouest, « la collaboration entre les caisses était déjà installée ». Partageant des intérêts communs, le temps était venu d'unir leurs forces pour faire face à une concurrence toujours plus vigoureuse. Plusieurs banques sont présentes dans les villes comme La Sarre, mais elles ne vont pas s'installer en milieu rural, où la rentabilité n'est pas assurée. « Les caisses Desjardins ont une mission sociale que les banques n'ont pas. Aucun point de services ne sera fermé avec la fusion. En nous regroupant, notre volonté est de nous donner les moyens de maintenir notre engagement et les services dans chaque paroisse selon les besoins », déclare M. Fortin.

la caisse de La Sarre depuis 45 ans, le projet de regroupement s'est très bien déroulé. « Ils savent précisément où ils veulent aller avec la fusion. Le résultat espéré : une caisse plus forte. » Me Bourget a assisté à une des soirées d'information et il a participé au vote à main levée lors de l'assemblée générale extraordinaire de juin dernier. Selon lui, si les gens ont voté à 99 % en faveur de la fusion, c'est parce que les leaders du projet ont été « clairs et transparents ».

LA CLÉ DU PROJET: LA TRANSPARENCE
Pour le notaire Guy Bourget, membre de

pour aller voter. C'est peu par rapport au nombre total de membres que comptera la

nouvelle caisse. Guy Fortin, porte-parole du projet de regroupement, reconnaît que l'idéal serait une participation plus importante, mais affirme que ce n'est pas faute d'avoir essayé. Plusieurs moyens sont déployés pour rester en contact avec les membres. Par exemple, « nous sommes présents sur Facebook et conscients que pour rejoindre les jeunes d'aujourd'hui, il faut y être », avance M. Fortin.

pourront aussi bénéficier d'une ristourne plus intéressante.

ENJEUX ET DÉFIS

La fusion des caisses pourrait aussi répondre à un enjeu de taille, celui d'avoir une main-d'œuvre spécialisée en région pour répondre aux besoins des membres. Aucun poste n'a été aboli et le regroupement permettrait plutôt de retenir et d'attirer le personnel en mettant fin à la compétition entre les caisses pour le recrutement des spécialistes.

Apprendre à travailler ensemble, voilà ce que sera le premier grand défi de la nouvelle caisse. « Quatre milieux, quatre cultures. L'important, c'est que nous avons la volonté de relever ce défi », affirme Guy Fortin. Là où des choix plus déchirants ont été faits, c'est au niveau de la composition du conseil d'administration de la nouvelle caisse. « Nous devons choisir trois représentants par secteur. Nous avons perdu des gens d'expérience », explique M. Fortin qui sera l'un des 14 administrateurs du nouveau conseil d'administration de la Caisse Desjardins de l'Abitibi-Ouest.

« RÉALISONS PLUS ENSEMBLE »

C'est en brandissant le slogan Réalisons plus ensemble, que les caisses ont fait valoir aux membres les points positifs d'une fusion. En commençant par éliminer les duplications structurelles, la nouvelle caisse réalisera des économies de 600 000 \$ à un million \$ par année. Le fait de produire un rapport comptable annuel au lieu de quatre permettra à lui seul une économie de 150 000 \$. « Ce n'est pas parce qu'on est une coopérative qu'on doit être pauvre. On peut très bien être en santé financière et agir sainement », déclare Guy Fortin. Selon ce dernier, une caisse plus performante pourra accorder davantage de dons et de commandites. Les membres

Romeo Saganash se lance dans la course

Romeo Saganash, député au Parlement pour la circonscription Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, a annoncé le 16 septembre à Val-d'Or, Québec, qu'il se présentera comme candidat à la direction du Nouveau Parti démocratique.

L'élection de M. Saganash à titre de député au Parlement le 2 mai dernier constituait un jalon important dans la vie politique du territoire d'Eeyou Istchee, du Québec et du Canada.

Son élection envoyait un message clair que les Cris d'Eeyou Istchee continueront d'exercer un rôle toujours grandissant sur la scène politique nationale, en plus d'assurer une participation active au sein du Parlement du Canada.

Le Vice-Grand Chef du Grand Conseil des Cris, Ashley Iserhoff, a déclaré: « L'annonce de Romeo Saganash aujourd'hui marque une fois de plus une étape importante dans le rôle de premier plan que tiennent les Cris d'Eeyou Istchee dans la vie politique au Canada. M. Saganash possède une vaste expérience des relations gouvernementales et politiques, tant sur le plan fédéral que provincial. Il a une grande connaissance des enjeux et des défis auxquels font face les Peuples

autochtones d'Eeyou Istchee, du Québec et du Canada. Il a tissé des liens étroits avec toutes les communautés de sa circonscription, tant autochtones que francophones, et il les dessert avec élan. »

Le Vice-Grand Chef du Grand Conseil des Cris, Ashley Iserhoff a mentionné également: « M. Saganash est bien positionné pour contribuer de façon significative aux débats menant au choix d'un nouveau chef pour le Nouveau Parti démocratique. Nous le félicitons de relever ce défi. Il est déjà une inspiration pour nos jeunes. Son annonce aujourd'hui les inspire d'autant plus. »

Avant son élection comme député, M. Saganash a travaillé pour le Grand Conseil des Cris comme officier de liaison avec le Gouvernement du Québec.

Plus tôt dans sa carrière, il a agi à titre de Vice-Grand Chef du Grand Conseil des Cris et représenté auprès de la communauté internationale. Il parle couramment le cri, le français et l'anglais et possède une connaissance approfondie de sa circonscription. Il demeure une personnalité populaire au Québec et il est bien connu des communautés francophones, anglophones et autochtones.

Tendances de développement économique

Au-delà des mines, la coopération

Avec les compagnies minières et le vaste développement des entreprises privées supportant ce secteur, on voit souvent l'Abitibi-Témiscamingue comme étant une région qui vend ses ressources pour accumuler plus de richesse. Pourtant, il s'agit d'une région qui possède des moyens alternatifs intéressants pour assurer un développement social et économique équilibré. Les coopératives et les mutuelles en sont d'excellents exemples qui ne cessent de prendre de l'ampleur.

Samuelle Ramsay-Houle

Depuis la naissance de l'Abitibi-Témiscamingue, le système coopératif a été adopté par plusieurs entrepreneurs. Nous voyons maintenant une relève prête et intéressée à investir dans ce type d'entreprise. Selon Mario Tardif, directeur général de la

Les nombreuses entreprises qui verront leurs propriétaires partir à la retraite auront besoin d'une relève.

Coopérative de développement régional (CDR) Abitibi-Témiscamingue, le nombre de coopératives dans la région « est en hausse, car on en a créé neuf en deux ans ». Bien que les données du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) nous indiquent un total de 59 coopératives pour l'année 2010, soit une de plus que depuis 2005, on constate un intérêt à aller vers le modèle coopératif. Ces chiffres restés stables année après année « sont trompeurs parce qu'ils ne tiennent pas compte des fusions », explique M. Tardif.

Plusieurs fusions, notamment au niveau des coopératives financières, viennent fausser les données en diminuant le nombre total de coopératives en Abitibi-Témiscamingue, alors qu'il s'en crée continuellement.

Un secteur qui adopte particulièrement bien le type organisationnel des coopératives est le secteur forestier. Les coopératives forestières se développent depuis la colonisation. Créées à l'origine pour permettre aux agriculteurs de travailler même en hiver, les coopératives et les mutuelles sont restées dans la culture du domaine forestier. Cet historique contribue à pousser les nouveaux entrepreneurs vers les coopératives et les mutuelles. Comme le besoin d'exploiter cette ressource est toujours présent, les promoteurs n'hésitent pas à adopter ce système.

Quelques changements sont à prévoir dans le domaine coopératif pour l'avenir.

Certains mouvements laissent entrevoir une demande et une popularité accrue dans certains secteurs. Selon M. Tardif, « la catégorie des services de proximité et des services de base, comme les dépanneurs, les stations-services etc., sont très prometteurs. Mais ce qui sera le plus en demande, ce sont les coopératives qui pourront aider à la relève des entrepreneurs ». Les nombreuses entreprises qui verront leurs propriétaires partir à la retraite auront besoin d'une relève. On risque donc de voir plusieurs entreprises faire le virage coopératif pour assurer leur survie dans les années à venir. Les coopératives de travailleurs actionnaires (CTA) ont déjà prouvé leur efficacité pour assurer la relève. L'exemple de IVL Global à Ville-Marie, où une usine fermée a été relancée grâce à l'implication et l'engagement de ses employés est un bel exemple de CTA qui saura sans doute inspirer de nouvelles initiatives.

Je participe

Nom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Devenir membre

J'annonce	Je m'informe	Je publie
Adhésion annonceur (membre auxiliaire) 200\$ <input type="checkbox"/>	Adhésion lecteur (membre auxiliaire) 20\$ <input type="checkbox"/>	Adhésion journaliste (premier article) <input type="checkbox"/>

Je m'abonne au tarif membre

Édition mensuelle papier complète : 90\$

Microédition mensuelle électronique (PDF) : 25\$

Je souscris des parts privilégiées pour soutenir la mission de la coopérative : _____ \$

Je transmets cet abonnement avec le paiement du total (_____ \$) à l'adresse suivante :

Coopérative de journalisme indépendant. 86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 860-1609 - www.journalensemble.coop

Je refuse de découper mon superbe exemplaire d'Ensemble : Adhésion et abonnement en ligne : coop.journalensemble.coop

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Une entreprise d'économie sociale ?

L'entreprise d'économie sociale développe des activités économiques lui permettant d'atteindre ses objectifs sociaux et ainsi, améliore la qualité de vie de son milieu.

Elle véhicule des valeurs pour un monde meilleur notamment l'égalité, l'équité, la solidarité et la démocratie.

Pour avoir le répertoire de ces entreprises en région : economiesocialequebec.ca (section Abitibi-Témiscamingue).

Sachez qu'en devenant membre du Pôle, vous appuyez des organismes qui visent à soutenir le développement des entreprises qui ont à cœur le bien-être des individus et des collectivités.

valeurs ajoutées
L'ÉCONOMIE SOCIALE, C'EST LA FAMILLE D'ARGENT ET DE VALEURS HUMAINES.

SE EN CHARGE PRISE EN CHARGE PRISE EN CHARGE
RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE
ISSU DU MILIEU ISSU DU MILIEU ISSU DU MILIEU

DE LA SEMAINE COOPÉRATION

Les **AGENTES DE SENSIBILISATION À L'ENTREPRENEURIAT ET À LA COOPÉRATION JEUNESSE**

vous donnent une tape dans le dos.

LES COOPÉRATIVES,
DES ENTREPRISES POUR UN
MONDE MEILLEUR

Merci!

N.B. : Appuyez votre dos contre cette main et profitez de cet instant de reconnaissance pour votre solidarité et votre engagement dans la communauté!



SUITE DE LA UNE
LVL Global

Globalement, la formule coopérative semble réussir à fournir de bonnes assises à l'entreprise, dont presque tous les employés sont actionnaires par l'entremise de la CTA. Le climat général de travail démontre une implication accrue de la part des employés, ce qui permet aux dirigeants de prévoir une croissance tant au niveau des nouveaux produits qu'au niveau de l'importance que prendra la CTA. Selon M. Côté, la coopérative pourrait devenir actionnaire majoritaire dans un horizon de cinq à 10 ans. C'est également ce que constate le président de la coopérative, M. Mario Jacques : « Les employés sont plus impliqués directement à l'usine, même si avant aussi, c'était comme une grande famille. La CTA a quand même suscité un engouement de plus et assure une belle continuité pour l'entreprise. »

LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Malgré le redressement bien amorcé de l'usine, elle doit faire face à la rareté de la main d'œuvre professionnelle qualifiée en Abitibi-Témiscamingue. Selon les renseignements fournis par Services Québec, plus de 11 500 emplois seront disponibles dans la région d'ici 2014. Le directeur général de LVL Global fait remarquer que cette rareté de main d'œuvre commence déjà à être problématique : « Dans les métiers spécialisés, c'est l'enfer. On manque d'électriciens et de mécaniciens. Ils sont tous rendus dans les mines et c'est impossible de concurrencer avec eux sur le plan salarial. »

Luc Fournier est le nouveau gestionnaire de CTA au sein de la Fédération des coopératives de développement régional du Québec (organisme partenaire du MDEIE). Le rôle que pourront jouer les CTA dans l'avenir, précise-t-il, sera d'autant plus déterminant pour l'économie et la main



Jugée non rentable par ses actionnaires, l'usine de fabrication de composants de placages de bois lamellés (LVL) située à Ville-Marie a été fermée par la multinationale Teclam en 2008. Deux ans plus tard, les travailleurs forment une coopérative de travailleurs actionnaire, qui s'unit à des investisseurs du milieu pour fonder LVL Global, l'entreprise qui rachète l'usine à Teclam et qui la redémarre. Aujourd'hui, l'entreprise répond aux besoins de ses membres travailleurs tout en atteignant des objectifs de rentabilité.

d'œuvre québécoise. Les repreneurs uniques qui auraient plus d'un million à investir dans l'acquisition d'une entreprise sont une denrée rare au Québec. Selon les statistiques du MDEIE, les 55 000 PME québécoises qui seront prêtes à changer de main d'ici 2018 risqueraient alors de tomber dans

les mains des investisseurs étrangers. « Le MDEIE considère la CTA comme la formule privilégiée pour la relève PME et ce, parce qu'elle est l'unique forme qui permet de tenir compte des trois facteurs suivants : le PIB, la conservation ou même la création d'emplois et le maintien du patrimoine entrepreneurial

québécois », souligne M. Fournier. Comme l'illustre le cas de LVL Global, la formule des CTA favorise la pérennité et la productivité des entreprises grâce à l'implication accrue des employés, mais elle assure également la conservation et la création d'emplois sur le sol québécois.

Coopérer à la naissance d'un monde nouveau.

www.empreintedevie.org (819) 825-bébé

Daniel Bernard
Député de Rouyn-Noranda/Témiscamingue
Adjoint parlementaire au ministre
responsable des Affaires Autochtones

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Place aux citoyens

170, avenue Principale, Bur. 103
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7
Tél.: 819 763-3047
Télec.: 819 763-3050
Courriel : dbernard@assnat.qc.ca

SEMAINE DE LA COOPÉRATION, DU 16 AU 22 OCTOBRE 2011

S'élever collectivement
et voir plus loin!



Coopérer, c'est être tourné vers l'autre. C'est encourager la création d'emplois permanents et favoriser l'économie locale. Coopérer, c'est aussi s'engager à maintenir un environnement sain et promouvoir le développement durable.

Pilier du mouvement mutualiste depuis plus de 150 ans,
Promutuel est fier de souligner la Semaine de la coopération.

Siège
Amos
819 732-1531
1 800 848-1531

Bureaux de service
Amos • 819 732-8251
La Sarre • 819 333-4144
Lebel-sur-Guévillon • 819 755-5577
Malartic • 819 757-4347
Senneterre • 819 737-3737
Val-d'Or • 819 825-8195



Assurance

promutuel.ca

Dossier

Forum régional sur l'entrepreneuriat collectif

Premier forum régional

Vers 2012, l'Année internationale des coopératives

C'est en Abitibi-Témiscamingue que commence l'Année internationale des coopératives. Le premier novembre prochain, se tiendra le premier Forum régional sur l'entrepreneuriat collectif, organisé par la Coopérative de développement régional (CDR) et le Pôle régional d'économie sociale, en partenariat avec le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, ainsi que de multiples partenaires régionaux et nationaux.

Ce forum prendra les couleurs de la région, de ses enjeux et de ses réussites collectives. On y parlera de relève d'entreprise, de ressources naturelles, de circuits courts, de services de proximité, et surtout de la capacité des communautés de se mobiliser pour répondre collectivement à leurs besoins. Cette édition du journal *Ensemble, presse coopérative et indépendante*, vous offre un dossier permettant de faire un premier tour d'horizon de ces enjeux et défis.

Développement solidaire des communautés

Services de proximité et circuits courts

Bien qu'elles représentent un havre de paix pour leurs habitants, les municipalités rurales font parfois face à des enjeux bien concrets qui peuvent mettre leur avenir en péril. L'exode des jeunes, la délocalisation des entreprises et le vieillissement de la population sont autant de facteurs pouvant engendrer une certaine dévitalisation économique. Lorsque son coin de pays se voit déserté par sa population, que les entreprises doivent fermer leurs portes faute d'être rentables, comment réussir à maintenir une qualité de vie suffisante pour ne pas devoir quitter à son tour ? Partout au Québec, des regroupements de citoyens, des municipalités et des coopératives locales ont usé d'imagination afin de se réapproprier leur territoire. Les coopératives de services de proximité et les circuits courts sont au nombre de ces initiatives de développement solidaire des communautés.



Le marché locavore, mis sur pied par la Coopérative de solidarité agroalimentaire de Racine, en Estrie, engendre des retombées économiques considérables dans sa municipalité. Photo: M.J. Demers

Josée Charbonneau

COOPÉRATIVES DE SERVICES DE PROXIMITÉ

Qui dit dévitalisation économique dit également fermeture ou délocalisation des entreprises, entraînant dans ce sillage les derniers services de proximité des petites municipalités. Dans certains milieux, les gens se voient contraints de parcourir un nombre toujours croissant de kilomètres pour avoir accès à des services de santé, une station d'essence ou simplement, un marché d'alimentation. Cette situation engendre une dépréciation indéniable de la qualité de vie et il ne subsiste alors que deux options : changer considérablement ses habitudes de vie ou prendre en charge, collectivement, la réponse à ses besoins.

De nombreuses communautés ont opté pour la deuxième formule et se sont tournées vers le modèle coopératif. Une étude menée en 2005 par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité a permis de dénombrer une cinquantaine de coopératives de services de proximité sur le territoire québécois, dont 12 situées dans la région de Chaudière-Appalaches. 42 d'entre elles se retrouvaient alors dans des municipalités comptant moins de 2500 habitants.

Les services les plus souvent offerts par ces coopératives consistent essentiellement en une offre de produits d'alimentation, de quincaillerie et de station-service. Ce modèle semble suffisamment répondre aux besoins des communautés, si bien que l'on assiste à la création de nouvelles coopératives de solidarité offrant de tels services de proximité.

La raison d'être des coopératives est de répondre à des besoins précis et d'offrir des services conséquents. Cette finalité entraîne une philosophie d'entreprise toute particulière. Alors que les entreprises privées cherchent d'abord et avant tout à accroître leur rentabilité, les coopératives visent plutôt à développer des activités qui leur permettront d'être viables à long terme pour

Malgré la montée fulgurante de la mondialisation et l'essoufflement économique de certaines petites municipalités, on constate qu'il demeure possible de tirer son épingle du jeu si l'on fait preuve de solidarité.

répondre à un besoin. Elles doivent pouvoir compter sur le concours des gens du milieu et adapter leurs activités en conséquence des besoins exprimés. « Dans ce sens-là, chaque communauté peut avoir des modèles construits différemment », remarque Marie-Joëlle Brassard, directrice de la recherche et du développement au CQCM.

CIRCUITS COURTS

Les circuits courts représentent une autre alternative permettant de redynamiser l'économie locale. C'est une des raisons pour lesquelles le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du

Québec lançait, en 2009, le programme Diversification et commercialisation en circuit court en région. Celui-ci visait à contribuer au développement de circuits de distribution faisant intervenir au plus un intermédiaire entre le producteur et le consommateur.

L'une des formes que prennent les circuits courts est connue sous le nom d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) en France et de plus en plus répandue au Québec sous le nom d'agriculture soutenue par la communauté (ASC). Cette approche permet l'association directe entre agriculteurs et consommateurs. « Les paniers, souvent bio, satisfont le besoin de qualité des seconds, dont l'engagement assure les revenus nécessaires aux premiers », explique Jean-François Draperi, auteur du livre *L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise* ?.

Fait notable, les impacts positifs d'initiatives locales de circuits courts ne se limitent pas aux acteurs qui y sont directement impliqués. Le marché locavore, mis sur pied par la Coopérative de solidarité agroalimentaire de Racine, en Estrie, engendre des retombées économiques considérables dans sa municipalité. « Il y a des entreprises locales, comme la boucherie, qui ont vu leurs ventes augmenter de façon importante en raison de l'achalandage lié au marché », commente Andréanne Demers, coordonnatrice à la production et aux ventes. En plus d'offrir à ses membres consommateurs des produits frais bien de

chez nous et un lieu de distribution pour les producteurs locaux, la coopérative contribue donc également à donner un nouveau souffle aux petites entreprises environnantes.

Les coopératives de services de proximité et les circuits courts témoignent de l'innovation dont peuvent faire preuve des citoyens soucieux de conserver leur qualité de vie. Malgré la montée fulgurante de la mondialisation et l'essoufflement économique de certaines petites municipalités, on constate qu'il demeure possible de tirer son épingle du jeu si l'on fait preuve de solidarité. Habiter leur milieu, voilà le défi qu'ont entrepris de relever de nombreuses communautés.



Interrogé sur le modèle de coopérative de services de proximité dans les milieux ruraux, Marcel Pichette, directeur général de la Fédération des coopératives d'alimentation du Québec (FCAQ) confie que « la grande difficulté qu'on a dans les petits milieux de vie, c'est que les gens sont habitués de se déplacer, de faire 15 km pour se rendre dans la municipalité voisine, qui a une plus grande surface. On a été obligés de fermer deux cette année. » Photo: N.Falcomigne

Démocratisation de l'économie

L'humain avant tout

Pourquoi démocratiser l'économie? Selon Felice Scalvini, vice-président de l'Alliance coopérative internationale, les sociétés qui s'en tirent le mieux en situation de crise sont celles où l'on retrouve une plus grande diversité de modèles d'entreprises différents, soit privées, publiques et collectives. La présence plus soutenue et la création d'entreprises à propriété collective dans l'économie contribuent à cette diversification de l'économie. Parler de « démocratisation de l'économie » signifie donc à la fois le renforcement d'entreprises sous contrôle démocratique au cœur du système économique et la participation dans l'entreprise.

Simon Béland

Vu l'état actuel de la démocratie parlementaire, on pourrait se questionner sur la pertinence de remettre la gouvernance de nos moteurs économiques entre les mains d'un groupe d'élus. À une échelle nationale, les individus n'ont pas l'impression que leur implication a véritablement le pouvoir de modifier la donne au niveau des enjeux sociétaux. Toutefois, dans le cadre de la gestion des organisations qui touchent à la vie quotidienne, la contribution de chacun prend une ampleur et un sens nouveaux. Mario Tardif, directeur général de la Coopérative de développement régional (CDR) Abitibi-Témiscamingue, confirme que dans « les entreprises coopératives, l'individu doit adhérer volontairement. Il doit donc avoir un intérêt à y participer et une volonté de s'impliquer ».

LA RELÈVE D'ENTREPRISES

Le lieu de travail constitue un endroit clé où chacun aimerait pouvoir contribuer à la hauteur de ses capacités de façon démocratique. La structure pyramidale instaurée par les corporations relègue souvent l'employé au niveau de simple exécutant. Les coopératives de travail fournissent aux travailleurs une façon de s'intégrer à la gestion de leur entreprise.

C'est exactement ce qui s'est passé chez Temlam, maintenant LVL Global, où l'usine a été en partie rachetée par une coopérative de travailleurs actionnaires (CTA). Jean-Guy Côté, directeur général avant et après le rachat de l'entreprise, affirme que « c'est sûr qu'au niveau des employés, je les sens beaucoup plus impliqués, plus motivés, on dirait, parce que ça devient leur compagnie. L'objectif, aussi, c'est que la CTA devienne majoritaire dans un horizon de 5 à 10 ans ». Pour plus d'informations, voir l'article de Pascale Charlebois à ce sujet en Une.

LE CONTRÔLE DES RESSOURCES NATURELLES

La nationalisation de l'hydroélectricité est une forme de démocratisation de l'économie. Dans ce cas, c'est la sphère publique qui a repris le contrôle de ses ressources, avec pour effet d'en faire bénéficier le peuple québécois pendant de nombreuses années.

La région de l'Abitibi-Témiscamingue regorge de ressources naturelles, autant minières que forestières. Elle a bénéficié de la présence de plusieurs coopératives de travail afin de maintenir un certain contrôle démocratique sur l'exploitation de la forêt. À l'inverse, les compagnies minières entraînent de belles retombées économiques dans la région, mais ce sont elles qui ont le contrôle du sous-sol québécois. Si plusieurs



À quand une mine d'or coopérative en Abitibi-Témiscamingue?

Photo: P&H Mining Equipment Inc.

jours d'Amérique latine ont nationalisé leurs mines, peut-on concevoir au Québec une autre forme de démocratisation? Les travailleurs pourraient par exemple s'inspirer de la mine d'or coopérative Cotapa en Bolivie ou Bella Rica en Équateur.

ACCÉLÉRER LA DÉMOCRATISATION

Louis Favreau, professeur associé au département de travail social et sciences sociales de l'Université du Québec en

Outaouais, affirme que le mouvement coopératif se retrouve désavantagé dans un rapport de force avec le privé, ce dernier disposant de beaucoup plus de moyens de pression. Il cite comme exemple de la filière éolienne, où le privé contrôle 98 % du marché malgré les tentatives qu'il juge timides des mouvements coopératif et associatif de faire leur place.

Comment faire pour catalyser le développement d'une économie

démocratique? Marie-Joëlle Brassard, directrice de la recherche et du développement au Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, croit que c'est en amenant le débat à l'avant-scène et en confrontant les idées que la démocratisation pourra prendre son élan. Le Forum coopératif qui se tiendra le 1^{er} novembre prochain à Rouyn-Noranda sera une belle opportunité d'alimenter la réflexion.

Identité coopérative forte et ouverte en lien avec la région

Engouement pour les valeurs

Une multitude de caractéristiques et de variables doivent être prises en compte lors de l'établissement d'une ou de plusieurs coopératives, tout comme lors de la création d'une entreprise privée. Il incombe aux entrepreneurs de bien choisir leur marché et leur type d'entreprise avant de se lancer.

Samuelle Ramsay-Houle

Les entrepreneurs peuvent se tourner, après l'évaluation des différentes options, vers le domaine coopératif. Il est fondamental cependant de bien cerner ce qu'est la coopérative.

« Dans les dernières années, il y a eu un peu de confusion entre les coopératives, les entreprises d'économie sociale et l'action communautaire, souligne Louis Favreau, professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités à l'Université du Québec en Outaouais. Il est important que chacune de ces identités soient respectées. Il existe une identité coopérative, une identité d'entreprise d'économie sociale, puis il y a les organisations communautaires ».

Selon M. Favreau, ces trois identités sont bien distinctes, mais s'intègrent toutes dans le même secteur que l'on appelle le tiers secteur. En effet, ces trois types d'association se placent en dehors du secteur privé, ainsi

que du secteur public. Comme chaque entreprise possède sa propre utilité et sa propre identité, il devient pertinent d'avoir plusieurs entreprises du tiers secteur pour offrir une alternative au secteur public et privé. Une des principales distinctions que M. Favreau fait entre les trois types d'association du tiers secteur concerne les moyens de financement. Il mentionne que « dans le communautaire et l'économie sociale, le financement public est très fort, ce qui fait qu'ils sont en état de dépendance assez importante ».

Par conséquent, ces deux premières associations se trouvent plutôt restreintes au niveau des politiques publiques. Au contraire, la coopérative est financée par ses activités et ses membres. Elle dispose donc d'une plus grande latitude quant à ses décisions politiques.

L'identité coopérative est également très bien définie par l'Association coopérative internationale (ACI) et comporte des principes et des valeurs qui ne vont pas tous de pair avec les autres types d'entreprise.

Ces principes et valeurs sont sans aucun doute la raison principale pour laquelle les gens vont vers les coopératives. Nous pourrions croire que les valeurs coopératives perdent de leur popularité de nos jours où l'individualisme et le libéralisme sont en progression constante. Toutefois, Mario Tardif, directeur général de la Coopérative de développement régional de l'Abitibi-Témiscamingue (CDRAT), nous explique la

survie des coopératives parce que « lorsqu'il y a des valeurs coopératives, les gens se reconnaissent et font le choix de magasiner à ces endroits ». Les gens qui choisissent les coopératives le font car ils adhèrent aux valeurs et désirent investir dans ce type d'entreprise.

Les coopératives se créent lorsqu'il y a un besoin à combler et, lorsqu'il y a des coopératives qui fonctionnent bien, cela crée un incitatif pour les futurs entrepreneurs à choisir cette option alternative à l'entreprise privée. Selon M. Tardif, « le mouvement des coopératives et des mutuelles pourrait jouer un rôle plus prononcé afin de créer un équilibre entre l'économie publique, l'économie privée et l'économie sociale, dans laquelle la coopérative se retrouve. La coopérative peut offrir le même service que le privé, mais avec des objectifs et des valeurs différents ».

Le rayonnement des coopératives, de plus en plus nombreuses en région, crée un engouement pour le domaine coopératif. La croissance économique et le développement de la région qui se vit ces dernières années contribuent à la création de besoins que les coopératives peuvent combler. Ce phénomène crée un cercle où les besoins engendrent les coopératives et où les coopératives participent à l'éducation des valeurs et des principes coopératifs pour que de plus en plus de gens se tournent vers cette option du tiers secteur.

DESJARDINS EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Nous sommes nombreux à croire que les entreprises coopératives bâtissent un monde meilleur

Ce qui distingue les caisses Desjardins des autres institutions financières, c'est d'abord et avant tout leur dimension coopérative. Leur engagement et la richesse de leur apport social témoignent bien des valeurs fondamentales qui les animent.

À propos des caisses Desjardins de l'Abitibi-Témiscamingue

Les caisses Desjardins sont présentes en Abitibi-Témiscamingue depuis un siècle. De la toute première caisse fondée en 1911 par Alphonse Desjardins lui-même, elles sont maintenant au nombre de 14 caisses comptant 62 centres de services.

- 4 milliards \$ en volume d'affaires
- 111 000 membres
- 580 employés
- 150 dirigeants

En 2010, les caisses Desjardins de l'Abitibi-Témiscamingue ont versé près de **9 millions \$** en ristournes individuelles et collectives. Grâce aux dons et aux commandites, elles ont aussi distribué près de **760 000 \$** à travers la collectivité pour supporter différents projets éducatifs, économiques, communautaires, culturels et sportifs.

SEMAINE DE LA COOPÉRATION 2011

Du 16 au 22 octobre 2011

Chez Desjardins, une foule d'événements sont organisés à cette occasion, et ce, à l'intention des 5,8 millions de membres. Au programme, des activités de reconnaissance, des concours, des remises de prix et de bourses d'études, des consultations publiques, et bien plus encore.

Partout en Abitibi-Témiscamingue, les caisses Desjardins célèbrent cette semaine bien spéciale. Cette année, des actions concrètes seront déployées afin de favoriser l'éducation à la coopération et à la responsabilité sociale et ainsi donner tout son sens à la vision de Desjardins.

Renseignez-vous auprès de votre caisse pour connaître tous les détails de leur programmation!

Un appui concret à l'éducation et à la jeunesse!

- Des services et des produits conçus spécialement pour notre clientèle jeunesse.
- La caisse scolaire dans près de 50 écoles primaires de notre territoire pour créer des bonnes habitudes d'épargne chez nos jeunes.
- Une présence dans les diverses activités des établissements secondaires et postsecondaires.
- Le programme Créavenir qui soutient l'entrepreneuriat jeunesse.
- Le programme Jeune dirigeant stagiaire pour développer des compétences quant au fonctionnement d'une coopérative financière.
- L'embauche d'étudiants pendant la période estivale et de diplômés dans le domaine de la finance et de la comptabilité.
- Les bourses d'études provenant des caisses et de la Fondation Desjardins.

Des exemples éloquentes de notre engagement

Développement économique

Foire gourmande en Abitibi-Témiscamingue : un partenariat solide depuis plusieurs années.

Tout le monde en parle des PME de Rouyn-Noranda : partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda, cet événement haut en couleur offre une tribune à des dirigeants d'entreprises pour faire connaître leur entreprise dans une formule humoristique.

Cité de l'Or : Un investissement de 10 000 \$ qui contribue au développement économique et touristique de l'Est de l'Abitibi.

Créneau d'excellence « Agriculture nordique axée sur la production bovine » : 66 000 \$ pour mettre en place une organisation pour et près des producteurs agricoles qui permettra de créer un solide réseau d'entreprises et d'assurer la compétitivité des produits bovins régionaux sur les marchés.

Camp de détention Spirit Lake : 30 000 \$ pour la conservation, la protection et l'interprétation de ce site historique.

Fonds d'entraide Desjardins : en collaboration avec l'ACEF de l'Abitibi-Témiscamingue, une démarche budgétaire pour permettre à des personnes ou à des groupes non admissibles au financement provenant des réseaux traditionnels d'obtenir de l'aide.

Santé et services communautaires

Marche de la mémoire (Société Alzheimer) et Relais pour la vie (Société canadienne du cancer) : prêt de locaux et soutien actif aux équipes formées de membres, d'employés et de dirigeants des caisses.

L'Arche d'Amos : 56 500 \$ pour l'agrandissement de l'Arche, un endroit qui accueille en résidence des personnes handicapées et trisomiques de la région.

Fondation hospitalière du CSSS de Rouyn-Noranda : argent et ressources humaines sont investis pour organiser un tournoi de golf annuel qui a permis d'amasser 30 845 \$ en 2011.

Des initiatives pour ceux qui dessinent nos lendemains...

Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue : Près de 2,5 millions \$ remis depuis sa création.

Mouvement de la relève d'Amos-région (MRAR) : 30 000 \$ sur 3 ans pour supporter les nombreuses activités organisées pour les jeunes du milieu.

Créavenir : Plusieurs entreprises ont bénéficié du programme dont Création InÉdith et Éco Sens

Conférences d'éducation financière : Chaque année, des conseillers Desjardins se rendent dans les écoles secondaires, cégeps, collèges et universités pour parler finance avec les étudiants et, entre autres, démystifier l'épargne et le crédit.



Près de nos membres et de notre milieu

Activités culturelles

Des contributions importantes pour des événements culturels et artistiques d'envergure.

Spectacle à grand déploiement Le Paradis du Nord (Troupe de théâtre À cœur ouvert)

Salon du livre de l'Abitibi-Témiscamingue

Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue

Festival des guitares du monde de l'Abitibi-Témiscamingue

Festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamingue

Festival d'humour en Abitibi-Témiscamingue

Rodéo du camion

Expo Rotary Desjardins d'Amos

Sports et loisirs

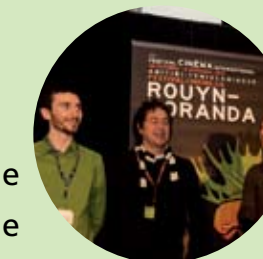
Tour de l'Abitibi/Coupe des nations : Partenaire Platine de l'Édition 2011

Club de natation Minabichi de La Sarre : 15 000 \$ pour l'achat d'un système électronique de départ pour le club.

Complexe sportif Desjardins d'Amos : 250 000 \$ pour sa rénovation et sa construction.



Crédit photo : Cyclopes



desjardins.com

 **Desjardins**

Coopérer pour créer l'avenir

ÉDITORIAL - Journal Ensemble, presse coopérative et indépendante

Informen en région, hors des sentiers battus

Il est plus facile, pour les citoyens des régions, de savoir l'état de la circulation sur le pont Champlain que d'obtenir de l'information sur les enjeux qui les touchent, dans leur municipalité. C'est une des conclusions de la tournée des régions effectuée par le Conseil de presse du Québec, en 2008. À l'approche de l'Année des coopératives, en 2012, le journal Ensemble, presse coopérative et indépendante, entame à son tour une tournée. Cette série d'éditions régionales se veut une réponse à l'uniformisation et à la centralisation de l'information.

Nicolas Falcimaigne

Au XX^e siècle, il y avait des hebdomadaires dans plusieurs régions du Québec, qui couvraient leurs frais par les abonnements et la vente à l'unité. Peu à peu, la publicité s'est imposée comme source principale de revenus. Au fur et à mesure que les entreprises de presse, d'impression et de publicité convergeaient, les hebdomadaires gratuits sont apparus, financés exclusivement par la publicité.

En plus de réduire à peu de chose l'espace disponible pour le contenu dans les pages du journal, la publicité a affecté l'indépendance de l'information, et donc la qualité de ce contenu. Aujourd'hui, la publicité déborde même des pages du journal hebdomadaire, et celui-ci est souvent livré dans un sac de circulaires.

Il ne se passe pas une semaine sans que soit annoncée l'acquisition, par l'un des grands groupes de presse régionale, d'un journal indépendant. Les deux derniers en date sont le journal L'Avantage de Rimouski, ainsi que le Groupe Le Canada Français de Saint-Jean-sur-Richelieu et ses onze titres hebdomadaires, achetés par Transcontinental au mois d'août.

SORTIR DES SENTIERS BATTUS

Le secteur de la presse est en transition. Les citoyens cherchent de nouvelles façons de s'informer, et recherchent l'information qui sort des sentiers battus. La Coopérative de journalisme indépendant veut leur offrir,

avec la création du journal Ensemble, une source d'information indépendante sur leur milieu, les enjeux de démocratie, de citoyenneté, et particulièrement l'économie sociale et solidaire, les coopératives et les mutuelles.

Cette édition régionale et les autres à venir sont une invitation lancée à toute la population du Québec. Pour se redonner accès à une information libre et

indépendante, dans toutes les régions, et qui aborde des sujets laissés pour compte par les médias de masse, tous les citoyens et les citoyennes peuvent participer à leur façon à ce mouvement qui commence. Parce que c'est ensemble que nous pouvons y arriver, et parce que c'est ensemble que cette réussite sera à l'image de tous.

Parce qu'ensemble, on va plus loin.



Les membres fondateurs marchent d'un pas décidé, devant le siège social de la Coopérative de journalisme indépendant. Photo: N.Falcimaigne

Lettres

Témoignages sur les Coopératives jeunesse de services (CJS)

J'ai débuté mon expérience à la CJS en tant que coopérante. Ça m'a permis de gagner de l'expérience de travail, me faire des amis, gagner de l'argent et surtout, me trouver un emploi étudiant plus vite après! J'avais tellement aimé l'expérience ainsi que le projet que j'ai décidé d'appliquer pour le poste d'animatrice à Malartic. J'ai adoré mon expérience! Cela m'a entre autres appris que j'aimais beaucoup travailler avec des adolescents et que j'aimerais peut-être continuer de travailler avec eux plus tard. Je me suis découvert des talents en gestion/administration en plus! Mon premier été en tant qu'animatrice m'a aussi ouvert les yeux sur mon futur métier: j'étudiais à ce moment en ingénierie biomédicale et j'ai changé de domaine pour la psychologie. Le fait de travailler en contact avec le public ainsi que de pouvoir aider des gens a motivé ce choix. Je trouve que la CJS est un beau projet et cela me motive à continuer, tellement que je suis maintenant la nouvelle animatrice pour la CJS de Côte-des-Neiges, à Montréal (Hé oui! Ils ont une CJS à l'année!).

Sanika Audet
Malartic

Depuis maintenant cinq ans, j'ai la chance de m'impliquer dans l'aventure de la CJS. J'y étais tout d'abord en tant que coopérante, et cela m'a permis d'avoir ma première expérience de travail, de développer mon sens de la débrouillardise ainsi que mon réseau de contacts autant au niveau professionnel qu'au niveau social. J'ai appris également le fonctionnement captivant d'une coopérative ainsi que le travail d'équipe, le tout dans une atmosphère amusante, avec des animateurs passionnés. J'ai par la suite continué ce périple en tant qu'animatrice de la CJS à Malartic. J'ai eu le grand honneur d'accompagner des adolescents bourrés de talent, prêt à organiser des événements et à s'investir dans des projets grandioses pour leur communauté. Je suis très fière de leurs accomplissements, et toujours heureuse d'avoir de leurs nouvelles! Je suis maintenant membre du comité local de la CJS de Malartic, par curiosité de voir l'envers de la médaille et de comprendre l'ampleur de ce phénomène qui

est possible grâce à plusieurs partenaires. Je voulais m'impliquer également afin que d'autres personnes puissent profiter pleinement de cette aventure pleine d'apprentissages, de partage de connaissances et de tranches de vie savoureuses!

Émilie Boucher
Malartic

De mon côté, l'histoire a débuté lors de mon embauche comme animatrice à la Coopérative jeunesse de services de VVB (Villebois, Val-Paradis, Beaucanton). C'est avec cette expérience d'animation que j'ai découvert un projet très intéressant pour les adolescents, mais aussi pour les animateurs. J'ai apprécié suivre les formations données par la Coopérative de développement régional (CDR) tout au long de cet été, qui m'ont permis de connaître un projet qui pour moi s'est révélé une passion.

Après cet été d'animation CJS, j'ai décidé de faire les démarches afin de démarrer un projet de Coopérative jeunesse de services dans mon petit village de Dupuy. Je croyais énormément au potentiel de cette expérience pour les jeunes de ma communauté. Alors, j'ai recruté des gens du milieu, afin de former un comité local pour mettre en branle les différentes démarches de démarrage d'une CJS. C'est à partir de ce moment que j'ai été animatrice de la CJS à Dupuy et ce pendant trois années consécutives.

C'est alors que, dans mon parcours scolaire, j'ai décidé de m'inscrire en travail social pour me consacrer au développement collectif. J'avais découvert ma passion pour le collectif. Finalement, la vie a bien fait les choses, maintenant j'occupe le poste d'agente de promotion à l'entrepreneuriat collectif jeunesse, à la Coopérative de développement régional. J'entretiens avec autant de passion, qu'au tout début, mon intérêt pour le développement coopératif dans notre région.

Rose-Marie Plourde-Leclerc
Villebois, Val-Paradis, Beaucanton-Dupuy
CDR Abitibi-Témiscamingue

LES COOPÉRATIVES, DES ENTREPRISES POUR UN MONDE MEILLEUR

Les coopératives forestières sont solidement enracinées sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue...

L'Association coopérative forestière régionale de l'Abitibi-Témiscamingue

COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DU NORD-OUEST

AbiFor

COOP AGROFORESTIÈRE KINOJÉVIS-ABIJEVIS

COOPÉRATIVE DE TRAVAIL de Bégin

COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DU SUD-OUEST

Association coopérative forestière régionale de l'Abitibi-Témiscamingue est un réseau d'entreprises collectives qui appartiennent à leurs travailleurs.

Leur succès se mesure par leur longévité : des décennies d'activités en exploitation et en aménagement des ressources du milieu forestier; réalisations dont bénéficient directement leurs membres et leurs communautés.

Pour les générations futures, les coopératives tiennent plus que jamais à poursuivre leur participation à la conservation et à l'amélioration du patrimoine forestier régional.

Leurs projets innovateurs dans la mise en valeur et l'exploitation de la biomasse forestière et des produits forestiers non ligneux témoignent, entre autres, de leurs visions de l'avenir.

Merci de les appuyer dans leurs actions.

... et sont engagées à prendre leur avenir en main

www.fqcf.coop

SEMAINE DE LA COOPÉRATION DU 16 AU 22 OCTOBRE 2011

JOURNÉE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT - 20 OCTOBRE

Et votre

AVENIR?!

Financement

Aide au démarrage

Activités de développement

Aide technique en gestion

Soutien aux initiatives locales



Témiscamingue
819.629.3355

Vallée-de-l'Or
819.874.3676

Rouyn-Noranda
819.797.6068

Abitibi-Ouest
819.333.3113

Harricana
819.732.8311

Barraute, Senneterre, Quévillon
819.737.2211



SADC
Société d'aide au développement des collectivités de l'Abitibi-Témiscamingue

DEC appuie financièrement les SADC

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

SUITE DE LA UNE
Empreinte

en partenariat avec le Cégep de la région, et ce qui caractérise le plus Empreinte de Vie est son approche concernant l'accueil d'un bébé. « On éveille des consciences. La préparation pour accueillir un enfant, c'est comme celle pour un voyage », illustre Josianne Roy, une des fondatrices d'Empreinte de Vie. Un volet conciliation travail et famille est offert par les cinq travailleuses, qui mettent l'accent sur l'importance de la proximité d'un jeune enfant avec ses parents. D'ailleurs, la coopérative encourage ses employées à venir travailler avec leur nouveau-né.

« L'idée vient d'un besoin d'avoir un lieu formel de rencontres pour un groupe de mamans », explique Mme Roy. Au début, les cinq travailleuses autonomes voulaient transformer leur projet en organisme à but non lucratif. Il n'existe que 12 centres de ressources en périnatalité au Québec. L'Abitibi-Témiscamingue n'en comptait aucun. Essayant un refus de financement qui leur aurait permis d'être le premier en région, l'entreprise prit les allures d'une coopérative. « Cela répondait plus à nos valeurs comme groupe », soutient Mme Roy.

« Une coop, c'est très important pour une région parce que ça amène un but collectif, une solidarité, un sentiment d'appartenance et la motivation de lancer d'autres projets », énonce Juan-Luis Klein, le directeur du Centre de recherche sur les innovations Sociales (CRISE). En favorisant l'entrepreneuriat local, le système coopératif



« Il faut tout un village pour faire grandir un enfant. » Ce dicton bien connu illustre l'importance d'une solidarité et d'un travail en coopération pour prendre soin des petits. Pour Fred Pellerin, l'inverse est aussi vrai : « Il faut des enfants pour faire grandir un village ». Ça prend des petits pour assurer un avenir, une progression des régions. Photo: N.Falcmagne

pousse la création de réseaux tant chez les employeurs que chez les clients. La qualité de vie des gens en est alors augmentée. Ce genre d'initiative tend à garder les jeunes en région, à éviter leur exode dans les grands centres urbains. Pour le directeur général de la Coopérative de développement régional (CDR) Abitibi-Témiscamingue, Mario Tardif, les coopératives permettent une mise en valeur de ce qu'offre le territoire. « Tous les bénéfices restent dans la région parce que c'est fait pour les gens d'ici, par les gens d'ici. » Cela permet un contrôle sur les biens et services, et une réponse aux besoins

de la population locale. « Une coop, c'est une réunion volontaire créée pour répondre à un besoin précis vécu par les gens de la place », conclut M. Tardif.

En Abitibi-Témiscamingue, le taux de fécondité est plus élevé que la moyenne au Québec. Pour assurer un remplacement naturel des générations, celui-ci devrait se trouver à 2,1 enfant par femmes. Selon l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, ce taux « a été atteint en 2009, mais a perdu un dixième de point en 2010, conséquence de la petite baisse de naissances constatée au cours de l'année ». Avec 500 naissances en 2010

dans la ville de Val-d'Or, la demande pour les services d'Empreinte de Vie est importante. « C'est surtout depuis juin dernier qu'il y a un véritable engouement », déclare Josianne Roy. Les gens savent maintenant que nous existons et arrêtent pour nous poser des questions. »

« Il faut tout un village pour faire grandir un enfant. » Ce dicton bien connu illustre l'importance d'une solidarité et d'un travail en coopération pour prendre soin des petits. Pour Fred Pellerin, l'inverse est aussi vrai : « Il faut des enfants pour faire grandir un village ». Ça prend des petits pour assurer un avenir, une progression des régions.

Mini baby-boom en Abitibi-Témiscamingue

Le Vol du Colibri se multiplie

En 2009, il y a une idée mais pas un sou. Alors que les mille places manquantes en garderie dans la région de Rouyn-Noranda se font sentir, une équipe décide de mettre sur place une coopérative de solidarité qui favoriserait tant les parents que les enfants. Grâce aux dons financiers et de matériel des entreprises et des citoyens de la région, aux subventions du gouvernement fédéral et à l'implication des parents et des éducatrices, la coopérative de solidarité Le Vol du colibri voit le jour en janvier 2010. Un an et demi plus tard, elle est prête à déménager la première garderie et à en ouvrir une deuxième.

Andrée-Anne Côté-St-Laurent

« Le Vol du colibri a été fondé dans le but premier d'offrir des places en garderie mais aussi un milieu sain aux enfants en favorisant la coopération et l'intégration sociale, raconte France Caouette, directrice générale de la coopérative. La garderie accueille des enfants qui vivent leur quotidien dans une atmosphère qui réunit le jeu, les arts, la culture, l'aide aux devoirs, le jardinage, le compostage et les soirées-pyjama. » Les parents, quant à eux, peuvent bénéficier d'une nuit de repos par mois et d'un service de repas prêts à apporter; une économie de temps pour plus de plaisir partagé en famille. Le concept valorise aussi l'intégration sociale de personnes handicapées, en leur offrant la possibilité de travailler à l'entretien, au service de restauration, à la désinfection des jouets ainsi qu'aux nombreuses activités communautaires organisées par la coopérative.

La garderie a aussi d'autres projets pour l'avenir. D'abord, son déménagement lui permettra d'offrir cinq places de plus que dans la première garderie, réservées à des enfants d'Amérindiens Cris déplacés de la Baie-James à Rouyn-Noranda pour recevoir une formation d'Hydro-Québec. De plus, la coopérative de solidarité est associée à un centre de femmes et accueille leurs enfants en priorité, avec l'aide de 2 000 \$ de la part

Caouette. Cet arbre fort a conquis les cœurs et fondé l'espoir, la petite graine a germée. Récemment France Caouette a annoncé le déménagement de la garderie dans une ancienne église, qui permet d'augmenter l'offre de cinq places. Dans un proche avenir, le vol du Colibri souhaite doubler l'offre avec l'ouverture d'une deuxième garderie.

la reprise du secteur forestier, les centres de formation et la beauté de la région concrétise le rêve des jeunes familles qui y voient un monde de possibilités.

Jusqu'à l'année dernière, l'Abitibi-Témiscamingue avait un solde migratoire négatif. Cette année, ce sont tous les nouveaux arrivants qui ont mis sur la carte cette région au

20 \$ de frais annuels, remboursables en parts sociales. Cependant, les crédits d'impôts offerts aux parents réduisent le coût quotidien au bout de l'année. Pour ce qui est des éducateurs(trices), France Caouette souligne qu'ils ne gagnent pas le même salaire que ceux des garderies gouvernementales. « Au moins, nous avons la fierté d'avoir bâti ce que



Après la vague d'industrialisation du siècle dernier, le développement économique se poursuit. L'industrie minière florissante, la reprise du secteur forestier, les centres de formation et la beauté de la région concrétise le rêve des jeunes familles qui y voient un monde de possibilités. Photo: N.Falcmagne

« C'était ce qu'on voulait au début, mais le besoin était trop présent pour qu'on décide d'attendre. »

France Caouette
Directrice générale

du CLSC. Selon Mario Tardif, directeur de la Coopérative de développement régional (CDR) Abitibi-Témiscamingue, « c'est le fait que la coopérative, bien que collective, soit considérée comme privée qui lui permet de faire autant de partenariat. » Le Vol du Colibri a donc le pouvoir d'établir ses priorités et de poursuivre ses objectifs.

Habituellement, un Centre de la petite enfance coûte environ 2 millions \$. Avec 10 % de ce montant, la coopérative est maintenant ce qu'elle est aujourd'hui. « C'est un projet qui est parti de rien, parce que nous n'avions pas d'argent », se rappelle France

Caouette. En conséquence du futur déménagement, Le vol du Colibri devra laisser tomber son restaurant, très apprécié jusqu'alors par les parents. Pour remédier à la situation, les organisateurs souhaitent établir un service de traiteur. Comme le respect de l'environnement est aussi une valeur de l'entreprise, un projet de service de couches lavables à même la garderie est envisagé. « Cela nous permettrait de réduire les coûts de ce service auquel nous avons déjà recours », explique France Caouette.

DU FRONT TOUT LE TOUR DE LA TÊTE

La garderie coopérative Le vol du Colibri présente des projets novateurs adaptés à la réalité des nouvelles familles abitibiennes, elles-mêmes à l'origine d'un mini baby-boom. Après la vague d'industrialisation du siècle dernier, le développement économique se poursuit. L'industrie minière florissante,

ventre en or, en rendant son solde migratoire positif. Catherine Pépin, chargée de projet à la Société d'aide au développement des collectivités (SADC), précise que la région présente des opportunités de carrière à tous les niveaux. « Il est beaucoup plus facile pour une personne fraîchement diplômée de trouver un bon emploi en région que dans les grandes villes. » En effet, une enquête de Statistique Canada sur la population active révèle que le taux d'emploi le plus élevé dans la région (80 %) se retrouve chez les 25-44 ans et que les femmes occupent 47 % des emplois.

France Caouette a toujours pour objectif de faire de la coopérative une garderie à sept dollars, mais les subventions du gouvernement se font attendre. « C'était ce qu'on voulait au début, mais le besoin était trop présent pour qu'on décide d'attendre. » Pour l'instant, il en coûte 34 \$ par jour pour faire garder son enfant, 100 \$ pour être membre et

nous avons entre les mains maintenant. »

Au cours de la dernière année, la coopérative de solidarité Le vol du Colibri a eu un réel impact dans son milieu. Selon Mario Tardif, « la garderie est intéressante à observer en ce qui concerne la coopération mais aussi pour son succès, car elle prouve que le modèle fonctionne. » Pour France Caouette et Catherine Pépin, la raison est d'abord que les jeunes familles de la région ont envie d'une expérience de partage et de coopération. « La plupart arrive ici pour le travail et leur réseau familial n'est pas facilement accessible. La coopérative devient un peu comme leur deuxième famille et ils ont le goût de s'impliquer », souligne la directrice des petits colibris.

Voilà de bonnes raisons de croire que le bonheur n'est pas un leurre et que la détermination neige dans le Nord.

Roméo Saganash et Christine Moore
Député Abitibi - Baie-James - Nunavik - Eeyou / Députée Abitibi-Témiscamingue

Sont heureux de soutenir les acteurs du développement coopératif local et régional.
Merci de donner à notre région plus de possibilités, plus d'initiatives et plus d'engagement.

888, 3e Avenue, Suite 204
Val d'Or
Tél. gratuit: 1 888 824-2942
Roméo.Saganash.C1@parl.gc.ca
www.romeosaganash.npd.ca

33A rue Gamble Ouest, bureau RC 15
Rouyn-Noranda
Tél. gratuit: 1 800 567-6433
Christine.Moore@parl.gc.ca
http://christinemoore.npd.ca

Ensemble

Presse coopérative et indépendante www.journalensemble.coop
Coopérative de journalisme indépendant
86, Deuxième rang Est
Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 860-1609 - www.journalensemble.coop
redaction@journalensemble.coop

Rédaction (pour cette édition) : Simon Béland, Josée Charbonneau, Pascale Charlebois, Andrée-Anne Côté-St-Laurent, Vanessa Hébert, Samuelle Ramsay-Houle, Isabelle St-Pierre-Roy, Julie Vendette et Nicolas Falcmagne, rédacteur en chef. Illustration: Alexandre April. Révision: Stéphanie-Élizabeth Le Sieur. Photographie: Nicolas Falcmagne. Montage: Nicolas Falcmagne.

Site Web: FairTradeMedia.com - Impression et production: Les Presses du Fleuve, Montmagny.

Conseil d'administration: Simon Béland, vice-président, René Bougie et Dru Oja Jay, administrateurs, Stéphanie-Élizabeth Le Sieur, secrétaire et Nicolas Falcmagne, président. Co-présidents d'honneur: Claude Béland et Raymond Corrievau.

Communiqués de presse : info@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

26^e Festi Jazz de Rimouski

Jazz pour la collectivité

Le milieu culturel se serre les coudes au Bas-Saint-Laurent, et le Le Festi Jazz International de Rimouski entre dans la parade en rejoignant cette année la Coopérative Paradis. L'événement, qui vient de clôturer sa 26^e édition avec 30 000 spectateurs, s'allie ainsi avec 10 autres organismes régionaux afin de cohabiter sous le même toit. Le « p'tit » nouveau solidifie donc ses fondations basées sur une solidarité toute régionale.

Isabelle St-Pierre Roy

Espace de travail, de création artistique et de diffusion, le Paradis soutient le milieu culturel en offrant un pignon sur rue ouvert à tous. L'initiative solidaire du festival ne s'arrête pas à ce regroupement. Elle prend racine dans des chaumières de la région, et ce depuis sa naissance.

LE JOUR OÙ LES CARTES FURENT MISES SUR LA TABLE

« 1984 - Un petit groupe d'amoureux du jazz est réuni sur la rue de la Cathédrale. Ils

discutent, ils jettent les bases d'un projet dans un bar et ils font passer l'idée à l'action », lance Marie-Thérèse Brunelle, présidente du conseil d'administration du Festi Jazz, devant bénévoles et médias.

Si l'on parle d'alliance entre organismes, pour le Festi Jazz l'existence et le succès de l'événement passent par l'appui solidaire et l'implication que la population lui offre depuis 26 ans. « Il y a des gens qui ont été des balayeurs, des gardiens nuit, des monteurs de chapiteaux et cette implication de la population fait la réussite du Festi Jazz. Rimouski devient une des villes reconnues dans le circuit à travers le monde. C'est ce qui a fait la réussite, je sens la solidarité », mentionne André Pérusse, l'un des fondateurs du festival et récipiendaire du Héron d'or, prix remis chaque année afin de souligner la collaboration au sein de l'organisme.

M. Pérusse se rappelle les débuts, « les mercredis jazz au bar le Rhinocéros, où vingt-cinq personnes étaient présentes. Les musiciens étaient utilisés à toutes les sauces ». Steve St-Pierre, musicien et directeur de la programmation, se remémore sur



Le groupe Osmündazz a rejoint petits et grands dans un café bondé à Rimouski.

Photo: N.Falcimaigne

premiers gazouillements sur les trottoirs. « Et maintenant, on me confie le mandat de coordonner l'événement », s'exclame-t-il devant un micro de la salle Desjardins-Telus.

Aujourd'hui, le Festi-Jazz attire des milliers d'amateurs en plus d'artistes internationaux. Loin d'être assis sur leurs lauriers, les organisateurs souhaitent être en constante mouvance tout en laissant place à la relève. « Cette année fut une année de défis, nous avons pu développer de nouveaux projets dont la Vitrine de la relève et le tirage visant à soutenir le festival », mentionne la directrice générale, Annette LeBlanc.

La dernière initiative permet au public de financer l'événement en achetant un coupon lors des cinq jours de festivités.

En 2010, l'événement était dans le rouge d'un peu plus de 18 000 \$. Un manque à gagner causé par des baisses de subventions. De la Ville de Rimouski aux petites entreprises privées, le milieu compense afin de faire vivre l'organisme. Mme Brunelle soutient qu'« avec les partenaires régionaux que l'on a, c'est vraiment tout Rimouski qui porte ce festival ».

Un quart de siècle est passé et des notes de jazz résonnent toujours entre le fleuve et la cathédrale de Rimouski. Trente mille fervents ou néophytes se retrouvent sous les chapiteaux, dans les salles ou dans les bars lors de la fin de semaine de la fête du Travail.

Intercoopération

avec **L'Indice bohémien**

L'édition régionale que vous tenez entre vos mains est réalisée en partenariat avec *L'Indice bohémien*, journal culturel coopératif d'Abitibi-Témiscamingue.

Notre section Culture invite donc les lecteurs de cette région à découvrir un article sur une autre région du Québec, dans une perspective d'information interrégionale.

Par ailleurs, nous invitons nos abonnés de partout au Québec à découvrir l'actualité culturelle d'Abitibi-Témiscamingue dans les pages de *L'Indice bohémien*.

Dans *L'Indice* d'octobre :

Les artistes de l'Abitibi-Témiscamingue en nomination à l'ADISQ

Les journées de la culture dans les grandes villes de la région

Denis Cloutier écrit les légendes de l'Abitibi-Témiscamingue

Défilé des créations d'Édith Brisebois

Le talent et l'apport de Jim Couture reconnu par la ville d'Amos

L'Indice bohémien
JOURNAL CULTUREL DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

	François Gendron Député d'Abitibi-Ouest Vice-président de l'Assemblée nationale		
	Hôtel du Parlement Québec (Québec) G1A 1A4		Téléphone : 418 644-1007 Télécopieur : 418 644-1368
	258, 2 ^e Rue Est La Sarre (Québec) J9Z 2H2		Téléphone : 819 339-7707 Télécopieur : 819 339-7711
	169, 1 ^{er} Avenue Est Amos (Québec) J9T 1H4		Téléphone : 819 444-5007 Télécopieur : 819 444-5011



Les musiciens du trio The Lost Fingers n'ont pas perdu la main.

Photo: N.Falcimaigne

Colonie coopérative

Guyenne contre Goliath

La colonie coopérative de Guyenne : un modèle inadéquat? Dans la foulée des grandes entreprises de colonisation lancées par Duplessis après la deuxième Guerre mondiale, le village de Guyenne, près d'Amos, devait jeter les bases d'un nouveau type de colonie axée sur la coopération et la gestion durable des forêts. Ce même gouvernement retira pourtant son appui à une entreprise de coopération, qui avait fait ses preuves. Malgré cela, Guyenne et ses habitants se tiennent encore fièrement debout aujourd'hui.

Pascale Charlebois

UN MODÈLE MÉCONNU

Dans les années quarante, le ministère de la Colonisation et les autorités cléricales qui le commandent favorisent le développement des terres abitibiennes. Commence alors l'implantation de colons venus des grandes villes dans l'espoir de se sortir enfin de la crise économique en se dotant d'une autonomie financière dont l'agriculture formerait la base.

Dans l'ensemble des villages alors fondés, le canton de Guyenne présente une particularité qui assurera mieux qu'ailleurs le bien-être de ses citoyens, comme l'explique Robert Laplante, directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) et auteur du livre *L'expérience de Guyenne*. « Dans la promotion et la revendication de la colonisation, il y avait de véritables aspirations à l'émancipation économique. L'objectif était d'utiliser la colonisation pour changer la donne économique pour l'ensemble de la classe rurale et, par ricochet, pour l'ensemble des Québécois. On a voulu systématiser et faire une doctrine de cette entraide et cette doctrine, on l'a conceptualisée dans le modèle de colonisation en coopération qui a été réalisé et mis en œuvre dans la paroisse coopérative de Guyenne. »

L'expérience pilote de Guyenne voit donc le jour à l'été 1947, avec pour objectifs de gérer efficacement les ressources collectives tout en facilitant l'établissement individuel. Dès les débuts, la coopérative s'appuie principalement sur la saine gestion des ressources forestières collectives. Le capital obtenu grâce à l'exploitation des lots communs permet ensuite le financement individuel des familles pour faciliter l'établissement ainsi que l'acquisition de matériel agricole ou de bétail. Pendant quinze ans, cette gestion collective des ressources permet aux gens de Guyenne de retrouver un équilibre financier beaucoup plus difficilement acquis dans d'autres colonies : « Les colons, dans la plupart des colonies, étaient soit privés du bois de leur lot parce qu'on les avait pillés avant qu'ils arrivent, soit encore étaient contraints par la pauvreté à le surexploiter pour trouver une pitance pour satisfaire les nécessités les plus urgentes », explique M. Laplante.

Le modèle coopératif exigeait toutefois un engagement à long terme de la part de ses membres et le respect de certaines conditions. Non seulement les futurs citoyens de Guyenne devaient signer un contrat de 10 ans envers la coopérative, mais ils devaient également souscrire à un plan d'épargne obligatoire de 50 % de leurs revenus afin de financer leur établissement. Ainsi, la coopérative s'assurait à la fois de recruter des gens sérieux, mais de voir à long terme.

C'est à partir des années 1960 que le rêve de Guyenne devient utopie. Utopie d'un monde qui va à l'encontre des choix gouvernementaux qui privilégient l'investissement des capitaux étrangers au détriment des communautés locales. L'Union nationale met alors fin unilatéralement à l'entente qui permettait aux colons de Guyenne l'exploitation forestière de leurs lots collectifs. Comme en témoignent les films de Pierre Perreault, l'Abitibi était alors entièrement remise en question par le ministère et ses agronomes, qui voyaient en elle une erreur historique et prévoyaient la fermeture de plusieurs paroisses, dont celle de Guyenne.



« Dans les années 80, beaucoup de familles ont eu peur et sont parties. Comme c'était des familles très nombreuses, la population a vite baissé et l'école a été menacée. C'est avec un projet local qu'on a réussi à garder l'école ouverte, mais on payait nous-mêmes le transport, les professeurs et l'entretien de l'école », relate Yolande Desharnais, pionnière de Guyenne.

Video: N.Falcimaigne

Une entrevue vidéo exclusive : www.journalensemble.coop

En 1972, la petite scierie, qui assurait l'autonomie du village quant à l'exploitation forestière tout en permettant à ses colons de compléter leur année de travail (l'hiver étant réservé à la coupe du bois et la période estivale à l'agriculture), se voit fermée par le gouvernement. Commentent alors des années de misère pour les citoyens de la coopérative : « Dans les années 80, beaucoup de familles ont eu peur et sont parties. Comme c'était des familles très nombreuses, la population a vite baissé et l'école a été menacée. C'est avec un projet local qu'on a réussi à garder l'école ouverte, mais on payait nous-mêmes le transport, les professeurs et l'entretien de l'école », relate Yolande Desharnais, pionnière de Guyenne.

REDRESSEMENT DE LA COOPÉRATIVE
C'est lorsque le ministère de l'Énergie et des Ressources lance un appel d'offre pour la production, en serres, de plants d'arbres destinés au reboisement, que les coopérateurs de Guyenne reprennent espoir. La construction des serres et l'acquisition de ce nouveau mandat par le gouvernement assure dès lors la relance économique du village.

Aujourd'hui, les Serres de Guyenne constituent l'une des cinq plus grandes superficies serricoles du Québec. L'entreprise, qui emploie maintenant plus de cent personnes sur une base régulière, a diversifié sa production et cultive désormais des fleurs et des tomates vendues dans toute la province.

Vous avez un projet de relève d'entreprise?

Nous avons une solution coopérative

La CDR Abitibi-Témiscamingue peut vous épauler dans votre projet de transmission d'entreprise.

La transmission d'entreprise aux employés par la formule coopérative; une solution porteuse pour le développement de votre entreprise.

- Effet de levier
- Nouvelles relations de travail
- Solution à la relève entrepreneuriale

CONTACTEZ-NOUS :
(819) 727-1055 • info@cdrat.fcdqrq.coop • www.cdrat.fcdqrq.coop



Coopérative de
développement régional
de l'Abitibi-Témiscamingue



PÔLE
D'ÉCONOMIE SOCIALE
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

FORUM SUR L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF EN ABITIBI - TÉMISCAMINGUE

VOUS INVITENT AU

LE 1^{ER} NOVEMBRE 2011 À COMPTER DE 8 H 30

HÔTEL GOUVERNEUR LE NORANDA
41, 6^E RUE, ROUYN-NORANDA

POURQUOI Y PARTICIPER ?

COOPÉRATIVES & OBNL MARCHANDS

- Créer des liens d'affaires
- Avoir des outils concernant :
 - votre mode de gestion
 - la planification à long terme de votre entreprise
 - vos communications (stratégie, promotion, etc.)

AGENTS DE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE, ÉLUS & AUTRES ORGANISMES

- Découvrir comment l'entreprise collective peut aider à la relève d'entreprise
- Saisir les opportunités de l'entrepreneuriat collectif quant aux ressources naturelles
- Comprendre l'économie en circuit-court; un levier au développement régional
- Connaître les impacts des services de proximité pour les petites collectivités

DE PLUS ...

- Conférence d'ouverture de Louis Favreau sur l'entrepreneuriat collectif comme réponse aux défis de notre région
- Dîner inclus
- Panel de fermeture avec M^{mes} Claire Bolduc et Martine Rioux et MM. Louis Favreau et Denis Moffet
- Cocktail : Vers 2012 : l'année internationale des coopératives

Réservez la date à votre agenda!

**TOUTES PERSONNES INTÉRESSÉES À EN CONNAÎTRE D'AVANTAGE
SUR CES SUJETS SONT LES BIENVENUES!**

Pour information : 819 727-1055



Développement
économique, Innovation
et Exportation



Inscriptions : www.cdrat.fcdrq.coop (section événement)